

Notre pays glisse vers la folie !

La semaine dernière, j'ai assisté à la remise du prix de l'intégration par le ministre de l'Identité nationale, Éric Besson. J'étais très émue en écoutant les lauréats parler de leur amour de la France. Leurs mots témoignaient du fait que l'intégration se joue bel et bien sur le registre affectif. Qui en doutait encore ? À cette soirée, je n'ai rien découvert que je ne sache déjà, mais rencontrer des personnes qui aiment la France et qui l'expriment, m'émeut à chaque fois.

Changement total de décor : hier, j'ai participé à une réunion où il était question de laïcité. J'y ai vu se déployer les arguments de la liberté au nom de laquelle il est interdit d'interdire. La burqa ? Les femmes ont le droit de la porter sur le sol de France, car notre société s'est fondée sur la liberté. Si nous venions à l'interdire, ce serait seulement parce qu'elle pose la question de la sécurité. Les femmes qui accompagnent voilées nos enfants aux sorties scolaires ? Eh bien, où est le problème ? Là aussi, c'est une question de respect de la liberté de chacun. J'ai fini par leur crier à la face que j'en avais plus qu'assez que l'on évoque la liberté pour tout et n'importe quoi, et qu'il faudrait un jour que les intellectuels et politiques expliquent si dans leur conception de la liberté, celle de la femme est incluse ou pas. Et puis, il faudra également qu'ils expliquent si la liberté peut être atteinte en l'absence d'égalité hommes-femmes. Je ne le crois pas pour ma part. Je suis de plus en plus choquée de voir à quel point des générations de personnes qui sont censées avoir appris à penser, ne pensent en réalité plus vraiment par elles-mêmes.

L'ancien Premier ministre belge a bien raison de dire qu'« *il y a quelque chose de pourri en République française* », mais certainement pas pour les raisons qu'il invoque ; et je ne vois vraiment pas que la Belgique soit actuellement en

position de constituer un quelconque exemple. Il n'y est certainement pas étranger, lui qui a gouverné la Belgique pendant huit ans. La réserve siérait davantage à ses résultats !

Je souhaite à présent partager quelques articles avec vous :

1) Doit-on faire entrer la Turquie en Europe ?

« L'atteinte à l'honneur est encore parfois considérée, par certains juges, comme une circonstance atténuante. En janvier, un père qui avait tué sa fille a ainsi vu sa peine ramenée, en appel, à vingt ans de prison. L'État se montre souvent incapable de protéger les victimes : la jeune Medine, qui n'allait plus à l'école, avait alerté la police à trois reprises, signalant que son grand-père la battait. »

2) De quelle liberté les élites européennes parlent-elles ?

« Elles restent victimes de l'opprobre social [...] Cette union lui a permis de se réconcilier avec ses parents, qui ne voulaient plus entendre parler d'elle. Rahmouna, elle, regrette de ne pas avoir pu revoir son frère aîné avant la mort de celui-ci. Il l'accusait d'avoir sali la réputation de la famille. Elle aurait tant voulu lui expliquer... »

Je rappellerai simplement que les flux migratoires ne déplacent pas que des hommes. Ils déplacent également avec eux leurs schémas de pensée et d'organisation sociale. Il suffirait aux gens des beaux quartiers d'aller vivre avec leurs familles dans ceux qui sont pudiquement qualifiés de « sensibles » pour le réaliser. Décrétons « grande cause nationale » la mixité sociale qui serait appliquée à tous les élus et journalistes (avec leurs enfants bien sûr). Je suis sûre qu'ils délaisseraient très vite leurs discours ineptes et qu'ils jetteraient à la poubelle leurs actions irresponsables qui aggravent, chaque jour davantage, la situation de la France.

3) De la solidarité à raison de l'ethnie ou de la race :

« Trop de points communs existent entre les deux pays pour qu'on ne sente pas concernés. Ce sont des Noirs comme nous. Ils parlent français. Ils vivent dans l'un des pays les plus pauvres du monde. Ils sont obligés d'émigrer dans des

conditions épouvantables pour fuir la misère", m'explique un étudiant sénégalais. »

Dans cette même catégorie, nous retrouvons Marie-Luce Penchard, ministre de l'Outre-mer : *« Mon coeur est et restera en Guadeloupe [...] Je n'ai envie de servir qu'une population, c'est la population guadeloupéenne. »*

Imaginez un seul instant un « Blanc » justifier une aide ou son engagement par un « ce sont des Blancs comme nous ». Il est effrayant de constater que le racisme est devenu acceptable lorsqu'il porte une autre couleur que le blanc ! Le soutien de François Fillon à Marie-Luce Penchard est moralement inacceptable. Il montre à quel point ce sont les intérêts partisans qui dictent leur conduite aux hommes de pouvoir. Pourtant, François Fillon est un républicain. C'est dire à quel point la situation dans laquelle se trouve le peuple français est compliquée : tous les repères sont brouillés !

4) De l'usage de la « diversité » pour permettre aux Français de ne pas être contraints de manger de la viande bénie par un religieux :

Le maire de Roubaix : *« Je présume qu'on peut obtenir à l'amiable un retour à la diversité. »*

« Le maire de Roubaix estime enfin que la « discrimination » est d'autant plus insupportable que Quick est une « enseigne nationale », propriété de la Caisse des Dépôts et Consignations, le bras financier de l'État. »

Il y a un autre élément qu'il m'apparaît important de souligner : après que l'État a laissé se créer les conditions qui ont abouti à l'exclusion progressive des Français de souche des « quartiers », avec les conséquences que l'on sait sur l'insertion, il laisserait à présent les restaurants se « ghettoïser » ? Où est la cohérence de l'État, s'il laisse peu à peu disparaître les espaces partagés qui ont vocation à constituer des lieux d'apprentissage du bien-vivre ensemble de la société française, alors qu'il se permet par ailleurs d'imposer des quotas « SRU » au motif qu'il faudrait favoriser la mixité, disons, culturelle?

Imaginons à présent un instant que la dîme fasse son retour en France. Cela soulèverait immédiatement un tollé général ; alors, pourquoi le versement d'une taxe au culte islamique, au travers de la consommation de viande, serait-il accepté dans un pays où la laïcité est censée garantir la neutralité et où l'on ne doit pas imposer à autrui ses convictions religieuses ?

Autre élément : les Français accepteraient-ils l'idée que la viande qui leur est servie dans un restaurant soit préalablement bénie par un prêtre ? Je crois que notre pays glisse lentement mais sûrement vers la folie. Il est plus que temps de le ramener à la raison !

Pour mémoire, rappelons que la dîme a été abolie à la Révolution française. Si vous y réfléchissez bien, ce sont toutes les conquêtes de la Révolution française qui se retrouvent menacées, les unes après les autres.

5) Sur la violence à l'école

Sur Europe 1, Jean-François Copé a précisé que ce problème de la violence est « *circonscrit dans les quartiers difficiles [...] et que le vrai sujet de la violence, c'est une question à poser aussi aux parents* ». J'ai déjà tout dit à ce propos dans Le puzzle de l'intégration. Les enseignants se trompent lourdement en pensant que ce n'est qu'une question de moyens. Ils seraient bien avisés d'accepter de regarder en face la réalité de ce problème, avant d'en arriver à le payer un jour eux-mêmes de leur vie. À titre de comparaison, lorsque j'étais au collège en Algérie, nous avions un seul surveillant pour environ 350 élèves. Il n'y a jamais eu de violence au sein du collège. C'est notre société qui fabrique la sauvagerie des enfants issus de l'immigration, une sauvagerie qui finira par l'anéantir si aucune prise de conscience politique n'intervient rapidement. Et ce n'est pas en installant des caméras de surveillance partout que le problème de la violence sera réglé. La Grande Bretagne est championne de la vidéosurveillance, cela n'y a eu aucune incidence sur le niveau de violence. Ceux qui prennent les décisions ne peuvent l'ignorer. Aujourd'hui, c'est le lobby de la vidéosurveillance

qui doit se frotter les mains.

Pour voir à terme réglé le problème de la violence, il n'y a pas d'autre issue que de mettre en œuvre, et simultanément, l'ensemble des actions politiques que j'ai listées dans Le puzzle de l'intégration. Il va bien falloir que les Français comprennent, très rapidement, qu'ils doivent s'impliquer bien davantage dans la vie de leur Cité, s'ils ne souhaitent pas voir disparaître à tout jamais le bien-être auquel ils sont si attachés.

Rêvons à présent un peu :

Le Président de la République : Le peuple français est meurtri, le peuple français est épuisé, mais le peuple français est debout ! C'est aux Français et à eux seuls de définir un véritable projet national et ensuite de le conduire. Le rôle de la France est de les aider à reprendre le contrôle de leur destin...

Malika Sorel